

«NOUS SOMMES TOUS RESPONSABLES» DU

EDITORIAL  
GERARD DUPUY

## FAILLITES

Le refus d'une des parties de l'affreux déchirement rwandais d'admettre la participation de troupes françaises à une éventuelle force internationale d'interposition résonne comme une gifle retentissante pour un pays qui: 1) se prend pour la fille aînée des Droits de l'homme; 2) n'a pas négligé ses efforts pour faire de l'Afrique (du moins de l'Afrique francophone) son «pré carré»; 3) a prétendu subtilement insinuer de «nouveaux rapports» avec le tiers monde voici une grosse déconvenue. La responsabilité des Français dans la situation qui a conduit aux massacres rwandais, si elle est indéniable, n'est qu'une petite partie d'une cascade de défaillances dont le secrétaire général de l'ONU a dressé la liste (et dont il n'y a aucune raison de l'exclure). Cette universelle culpabilité ne doit pas gommer ou excuser le rôle singulier qu'y occupe notre pays: il a failli comme les autres, mais plus qu'eux et avec moins de raisons, bonnes ou mauvaises.

Mais pour les victimes, devant l'ampleur du désastre, le cas français reste un détail. La tâche à entreprendre d'urgence dépasse de toute façon les moyens nationaux et réclame un engagement de la «communauté internationale» (rarement le mot «communauté» aura été aussi piétinement décrié), c'est-à-dire de l'incorruptible ONU. Dans la façon de réaliser le diplomatie-militaire: qui se souvient que les Casques bleus ont été, voici peu, honorés par... un prix Nobel de la paix? Les dysfonctionnements une fois de plus patents de l'organisation internationale obligent à s'interroger sur son utilité, du moins en cas de crise ouverte. Faut-il voir dans l'ONU un moindre mal et désespérer de mieux? Ou bien doit-on y reconnaître un «machin» qui paralyse en fin de compte les interventions nécessaires?

Une chose est sûre: les horreurs s'ajoutent aux horreurs, et pas seulement au Rwanda, non tant dans l'indifférence que dans l'impuissance. Les pays occidentaux, revenus de leurs aventures coloniales et de leur bras de fer anticommuniste, s'aperçoivent qu'il était plus facile de faire régner l'ordre ou la menace que d'instaurer la paix et la démocratie. Si Kigali est au cœur des ténèbres, ce n'est pas qu'ailleurs brillent, en contraste, les lumières. Au mieux, une sourde mais angossante obscurité.

LE CONSTAT  
D'ÉCHEC DE L'ONU  
AU RWANDA

Sept semaines après le début des massacres qui ont causé la mort d'au moins deux cent mille personnes, le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, a déclaré mercredi à New York que la poursuite du «génocide» au Rwanda était un «échec» et un «scandale». «Nous sommes tous responsables de cet échec, non seulement les grandes puissances mais aussi les pays africains, les organisations non gouvernementales, toute la communauté internationale», a-t-il déclaré.

Dénonçant les tergiversations de «la société internationale» qui est «toujours en train de discuter de ce qui doit être fait», Boutros-Ghali a affirmé avoir «supplié» des chefs d'Etat d'envoyer des troupes au Rwanda. «Je dis avec une grande humilité que j'ai échoué. C'est un scandale.» Pour pathétique que soit cette déclaration, le secrétaire général ne dit pas pour autant avoir perdu tout espoir de mobiliser la force humanitaire de 5 500 Casques bleus, autorisée par la résolution 918 adoptée le 17 mai par le Conseil de sécurité.

Pour l'heure, seuls quatre pays africains — le Ghana, l'Éthiopie, le Sénégal et dernièrement le Zimbabwe — ont pris l'engagement de contribuer, avec un total de 3 200 hommes, à la Minuar (Mission des Nations unies d'assistance au Rwanda). A New York, où on indiquait le possible engagement du Nigeria qui fournirait le

«cinquième bataillon», plusieurs observateurs regrettaient l'absence de troupes occidentales et redoutaient, de ce fait, voir le Rwanda sombrer dans la «même indifférence» que la Libéria où seule une force interafricaine est présente.

Si, au lendemain du vote de la résolution, le secrétariat des Nations unies avait relevé un certain engouement des Etats à se joindre à l'opération — un «téléphone rouge» avait même été installé à New York pour recevoir à tout moment les propositions des pays intéressés par cette nouvelle opération humanitaire —, il faut remarquer que sur la douzaine de volontaires de la première heure, dont quelques pays occidentaux, il n'en reste qu'une toute petite poignée.

L'Australie a prudemment précisé que la participation de ses troupes à la Minuar était assujettie à la clarification du mandat onusien. «Nous n'allons pas nous précipiter (...) tant que nous ne serons pas assurés qu'un mandat qui puisse être appliqué ne sera pas défini et que les moyens financiers affectés pour le mettre en œuvre ne seront pas là», a déclaré la semaine dernière le ministre australien des Affaires étrangères.

Faisant le même reproche, le Danemark avait pour sa part refusé toute participation à la mission de l'ONU qu'il qualifiait de «quelque peu incertaine», et le ministre des Affaires étrangères avait alors ajouté que ce sont «les puissances régionales au sein de l'OUA qui

devraient supporter les efforts de l'ONU» au Rwanda. En Italie, contrairement aux déclarations faites lundi à Bruxelles par le ministre de la Défense, Rome n'aurait fait parvenir aucune proposition concrète pour se joindre à l'effort onusien, selon Boutros Boutros-Ghali.

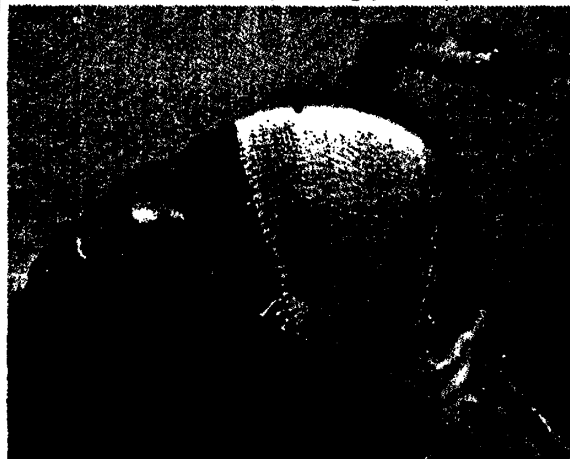
Commentant les réticences occidentales, le secrétaire général de l'ONU a déclaré qu'il avait constaté une «fatigue des pays contributeurs» depuis l'aggravation des crises économiques, et noté leur peu d'empressement à mettre un terme aux conflits depuis la fin de la guerre froide. Dépité par le silence des Occidentaux, il a même fait appel à Bernard Kouchner, l'ancien ministre des Affaires humanitaires, envoyé au Rwanda pour tenter de mobiliser l'opinion publique. «Soyons honnête, a commenté Boutros-Ghali, j'ai échoué.»

Les Etats-Unis, particulièrement timorés depuis leur fiasco en Somalie, s'étaient opposés devant le Conseil de sécurité à l'envoi de Casques bleus au Rwanda. Privilégiant la mise en place de zones de sécurité le long de la frontière du Burundi, l'ambassadeur américain avait finalement voté à contre-cœur la résolution, au bout de neuf heures de discussions, estimant que le coût d'une mission de 5 500 Casques bleus pour le Rwanda était trop onéreux.

Vilipendé par les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) pour avoir soutenu et armé le gouvernement rwandais, la France se retrouve aujourd'hui interdite de participer à la force onusienne. «Nous pensons que moins la France est impliquée dans le règlement de ce conflit, mieux c'est», a déclaré hier le vice-président du FPR, Patrick Mazimbaka. Le leader rwandais a également émis des doutes quant à la livraison d'armes par Paris aux troupes sénégalaises sensées intervenir au Rwanda. «Nous devons être sûrs que les équipements que les Français fourniront aux Sénégalais ne seront pas des équipements susceptibles de nuire aux opérations ou au FPR», a-t-il ajouté. «Nous ne voulons pas par exemple d'équipements qui puissent être munis de détecteurs d'une quelconque catégorie», a précisé le dirigeant rwandais, en soulignant que son mouvement était aujourd'hui en position de gagner davantage de territoires.

Alain FRILET

Massacré brutal dans un camp de Kabgayi, tenu par les Hutus.



A Kabgayi, non loin de la ville

## A Butare,

Centre intellectuel, la  
Les Hutus, craignant la

Butare, envoyé spécial

Insupportable. Le bruit des cuillers. Dans le silence du réfectoire, entre quatre murs ornés d'un petit portrait du pape, d'un crucifix, de deux images pieuses et d'une hiouze pendule en plastique, quinze personnes grattent leurs assiettes, mécaniquement, sans insister. C'est moins la nourriture, de toute façon frugale, qui les intéresse que le semblant de normalité: l'heure des repas, les retrouvailles rituelles les rassurent. Le soir, lorsque soudain la lu-